

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

**COMMUNE DE GRESSE EN VERCORS**

**DOSSIER DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME**  
(Articles L153-45 à L153-48 du Code de l'Urbanisme)

## **NOTICE DE PRÉSENTATION**



Octobre 2022

# SOMMAIRE

## SOMMAIRE

<b>1. OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>2. CADRE RÉGLEMENTAIRE .....</b>	<b>4</b>
<b>3. PROCÉDURE .....</b>	<b>5</b>
<b>4. LES OBJECTIFS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE .....</b>	<b>6</b>
<b>5. EXPOSÉ DES MOTIFS DE LA MODIFICATION.....</b>	<b>7</b>
1. Modification des conditions particulières de l'article 2 de la zone Ub du PLU .....	7
2. Création sous-secteur A au sein du zonage Ams au hameau de Chauplane .....	9
<b>6. LISTE DES DOCUMENTS MODIFIÉS.....</b>	<b>13</b>
<b>7. CALENDRIER PRÉVISIONNEL.....</b>	<b>14</b>
<b>8. ANNEXES .....</b>	<b>15</b>

## 1. Objet

### OBJET

La commune de GRESSE EN VERCORS entreprend une modification de son Plan local d'urbanisme afin de :

- Modifier d'une part le règlement applicable à l'article 2 de la zone Ub du PLU relatif aux occupations et utilisations du sol admises sous conditions particulières afin de ne pas pénaliser la revitalisation du site des « Dolomites » ;
- Et d'apporter d'autre part une spécification au zonage du PLU communal par la création d'un sous-secteur A au sein du zonage Ams concernant une partie de la parcelle cadastrée W 25, situé au Hameau de Chauplane, afin de pouvoir accueillir des équipements radiotéléphoniques visant à lutter contre les « zones blanches » ;

Conformément à l'article L153-47 du code de l'urbanisme, la commune a défini préalablement les modalités de la mise à disposition qui sont portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Par arrêté municipal en date du XX \_\_\_\_\_ XXXX et par délibération du XX \_\_\_\_\_ XXXX, les modalités de mise à disposition au public suivantes ont été définies :

- Pendant une durée d'un mois, un dossier complet sera consultable en mairie de Gresse en Vercors aux jours et heures d'ouverture habituels. Le public pourra apporter ses observations sur un registre par voie directe, par courrier et/ou par courrier électronique.
- La mise en ligne du dossier sur le site internet de la commune aux mêmes dates.

## 2. Cadre réglementaire

Le Plan local d'urbanisme de Gresse-en-Vercors a été approuvé le 8 novembre 2019 et a fait l'objet d'une procédure de modification simplifiée approuvée par délibération en date du 3 juin 2021.

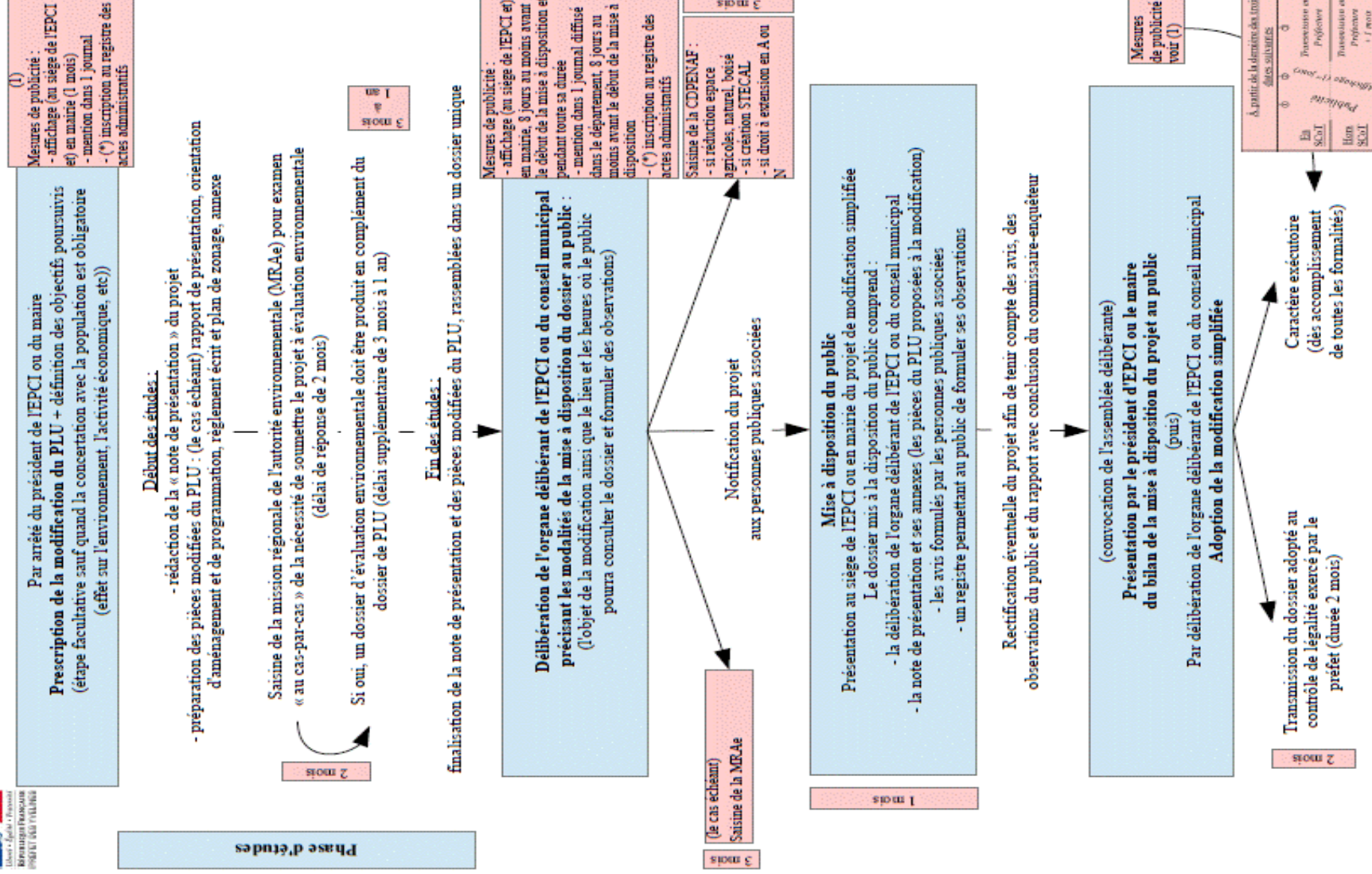
Le code de l'urbanisme prévoit plusieurs procédures afin de faire évoluer le PLU en fonction de l'importance des modifications envisagées. La procédure de modification simplifiée est régie par les articles L.153-45 à L153-48 du code de l'urbanisme. Ainsi, conformément à ces articles, tout projet de modification du PLU peut faire l'objet d'une modification simplifiée notamment lorsque celle-ci :

- ✓ N'a pas pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan.
- ✓ Ne diminue pas les possibilités de construction.
- ✓ Ne réduit pas la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser
- ✓ Ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle
- ✓ Ne modifie pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durable

La modification du règlement applicable à l'article 2 de la zone Ub du PLU relatif aux occupations et utilisations du sol admises sous conditions particulières en vue de ne pas pénaliser la revitalisation du site des « Dolomites », ainsi que spécification au zonage du PLU par la création d'un sous-secteur A au sein du zonage Ams, situé au Hameau de Chauplane, afin de pouvoir accueillir des équipements radiotéléphoniques visant à lutter contre les « zones blanches », n'ont pas pour objet de diminuer les possibilités de construire ni de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser. Les modifications apportées ne majorent pas de plus de 20 % les possibilités de construction du PLU et ne modifient pas les orientations du PADD. Elles n'ont pas pour objet de réduire une zone agricole ou naturelle.

En conséquence, l'évolution du PLU de Gresse-en-Vercors s'inscrit dans le cadre d'une modification simplifiée du fait que les conditions prescrites par l'article L.153-45 du code de l'urbanisme sont remplies.

## PROCÉDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE D'UN PLU



## 3. Procédure

## 4. Les objectifs de la modification simplifiée

La commune a engagé une modification du PLU pour diverses raisons. Cette modification est conforme aux articles 153-45 à L153-48 du code de l'urbanisme.

La modification envisagée est ponctuelle et vise simplement à adapter le PLU à l'évolution de la dynamique du territoire avec la revitalisation du site des Dolomites ainsi que la lutte contre les « zones blanches » de la commune en matière de radiotéléphonie.

Elle portera sur les points suivants :

- Modifier d'une part le règlement applicable à l'article 2 de la zone Ub du PLU relatif aux occupations et utilisations du sol admises sous conditions particulières afin de ne pas pénaliser la revitalisation du site des « Dolomites ».
- Apporter d'autre part une spécification au zonage du PLU communal par la création d'un sous-secteur A au sein du zonage Ams au lieu-dit Chauplane, afin de pouvoir accueillir des équipements radiotéléphoniques visant à lutter contre les « zones blanches ».



## 5. Exposé des motifs

### 1- Modification du règlement applicable à l'article 2 de la zone Ub du PLU relatif aux occupations et utilisations du sol admises sous conditions particulières afin de ne pas pénaliser la revitalisation du site des « Dolomites » ;

L'article 2 de la zone Ub du PLU régleme les occupations et utilisations du sol sous conditions particulières. Le changement de destination des locaux commerciaux en rez-de-chaussée n'est autorisé que si ce changement de destination est destiné à la réalisation de locaux de service public ou d'intérêt général.

- Or, les locaux commerciaux actuels situés en rez-de-chaussée en zone Ub pourraient accueillir d'autres destinations permettant de redynamiser notamment le site des Dolomites. Ouvrir, sous conditions, la possibilité de changements de destinations a pour objet de créer une nouvelle dynamique. Cette modification permettra de lutter contre la désaffectation de locaux vides et non exploités depuis parfois plusieurs décennies au sein de copropriétés parfois en cours de dégradations.
- Les changements de destination envisagés sur ce site se trouvent actuellement pénalisés, portant un frein au développement économique et social sur l'ensemble de ce secteur communal. La modification l'article 2 de la zone Ub du PLU, autorisant désormais le changement de destination sous réserve d'une absence d'exploitation de commerce constatée depuis plus de dix ans, est donc proposée dans la modification simplifiée n°2 du PLU. La condition ainsi posée permet de maintenir l'objectif initial légitime du PLU d'une vie commerciale au rez-de-chaussée notamment des bâtiments collectifs.



## 5. Exposé des motifs

### 1- Modification du règlement applicable à l'article 2 de la zone Ub :

#### Règlement zone Ub du PLU approuvé en 2019

##### Article Ub 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES.

*La constructibilité est conditionnée au lancement effectif des travaux de mise en conformité des dispositifs de la collecte et du traitement des eaux usées au titre de l'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme.*

*1) Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont autorisées, que si elles respectent les conditions ci-après:*

*- .....*

- Le changement de destination des locaux commerciaux en rez-de-chaussée sous réserve que le changement de destination est destiné à la réalisation de locaux de service publique ou d'intérêt général.*

#### Proposition de modification du règlement

##### Article Ub 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES.

*La constructibilité est conditionnée au lancement effectif des travaux de mise en conformité des dispositifs de la collecte et du traitement des eaux usées au titre de l'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme.*

*1) Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont autorisées, que si elles respectent les conditions ci-après:*

*- .....*

*Le changement de destination des locaux commerciaux en rez-de-chaussée sous réserve qu'une absence d'exploitation du commerce ait été constatée depuis plus de dix ans.*

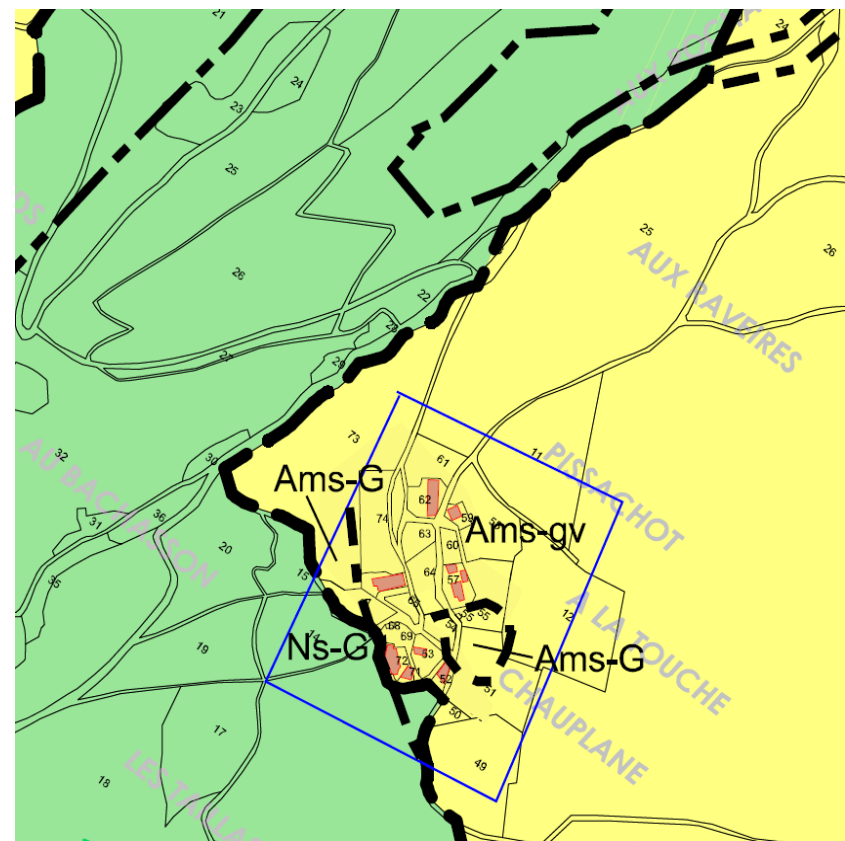


## 5. Exposé des motifs

### **2- Spécification au zonage du PLU par la création d'un sous-secteur A au sein du zonage Ams, au lieu-dit « Chauplane », afin de pouvoir accueillir des équipements radiotéléphoniques visant à lutter contre les « zones blanches » :**

La commune de Gresse-en-Vercors compte plusieurs « zones blanches » occultant toute réception téléphonique dans ces zones non pourvues via les infrastructures habituelles.

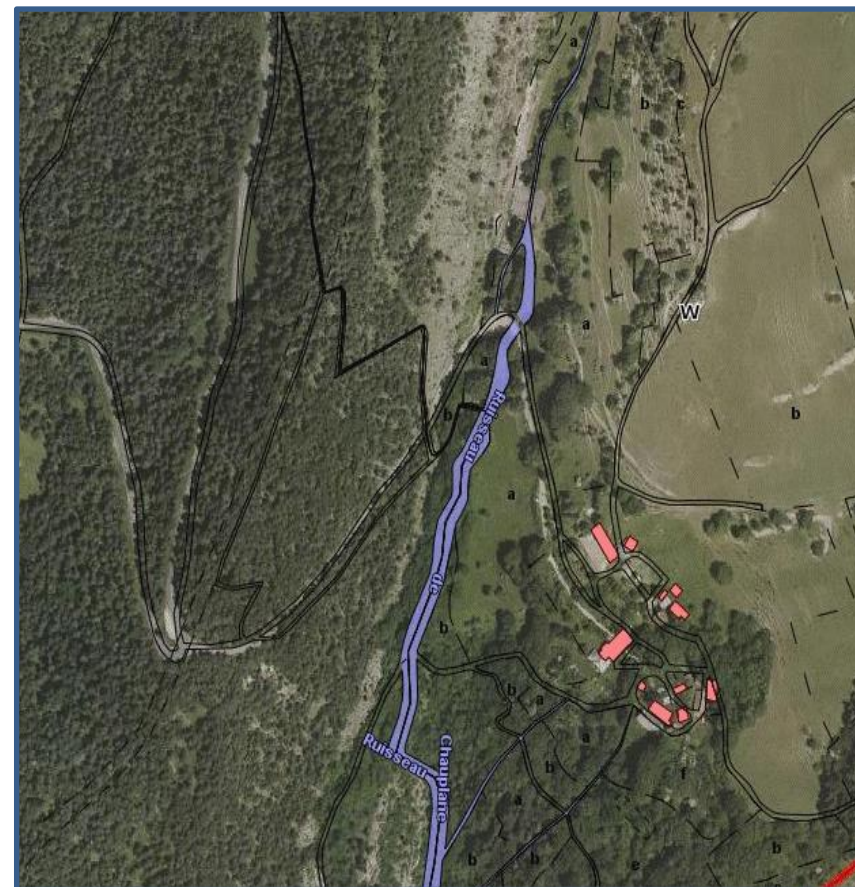
- Les études techniques pour l'implantation possible d'un relais de radiotéléphonie – obligation de l'opérateur contractuellement définie par l'Etat - ont désigné le seul point accessible sur la commune capable d'accueillir une telle infrastructure pour une couverture et une insertion paysagère optimale. D'autres sites envisagés présentaient soit l'inconvénient d'une très grande visibilité (la Bâtie), soit de présenter une mauvaise couverture, ne permettant pas de desservir les deux hameaux.
- Les mails du Directeur du Parc naturel régional du Vercors du 14 septembre 2022, du Chef du Service aménagement du Département de l'Isère du 7 septembre 2022, et du créateur de réseau télécom du 13 septembre 2022 sont joints à la présente afin d'apporter au public en toute transparence les explications complémentaires. Des documents d'insertion ont également été fournis par le porteur de projet et sont joints au présent dossier.
- Ce terrain se situe au lieu-dit « Chauplane » en zone Ams, sur la parcelle cadastrée W 25, secteur où seules sont autorisées les occupations et utilisations du sol liées à la gestion, la protection et l'entretien des alpages, les occupations et utilisations du sol des équipements publics ou d'intérêt collectif nécessaires à la mise en valeur ou la protection des espaces d'intérêts écologiques.



Afin de résorber les « zones blanches » du réseau radiotéléphonique sur le territoire de la commune, il conviendrait d'amender le règlement graphique du PLU communal par le passage en zone A de ce sous-secteur intégrant **une partie d'une superficie de 400 m<sup>2</sup>** de la parcelle cadastrée W 25, en vue d'accueillir ce type d'équipement d'intérêt collectif tel que l'implantation d'antennes relais de radiotéléphonie mobile et leurs locaux ou installations techniques. Cela n'engendre pas de réduction de la zone agricole et le caractère très limité en taille du changement de zonage envisagé ne compromet pas la gestion des alpages sur ce secteur.

Le projet d'installation de l'antenne relais s'inscrit dans le cadre du dispositif national « New Deal », plan d'investissement visant à résorber la fracture numérique et assurer une couverture mobile de qualité sur l'ensemble du territoire. Un des objectifs de ce plan est d'améliorer la qualité de réception sur l'ensemble du territoire notamment dans les zones rurales. Un powerpoint de présentation de ce dispositif est joint au présent dossier pour permettre sa consultation par le public. L'arrêté du 21 décembre 2021 publié au JO officiel le 4 janvier 2022 (NOR : ECOI2136818A) et joint au dossier définit parmi les lieux à couvrir les secteurs de la Bâtie et de Chauplane.

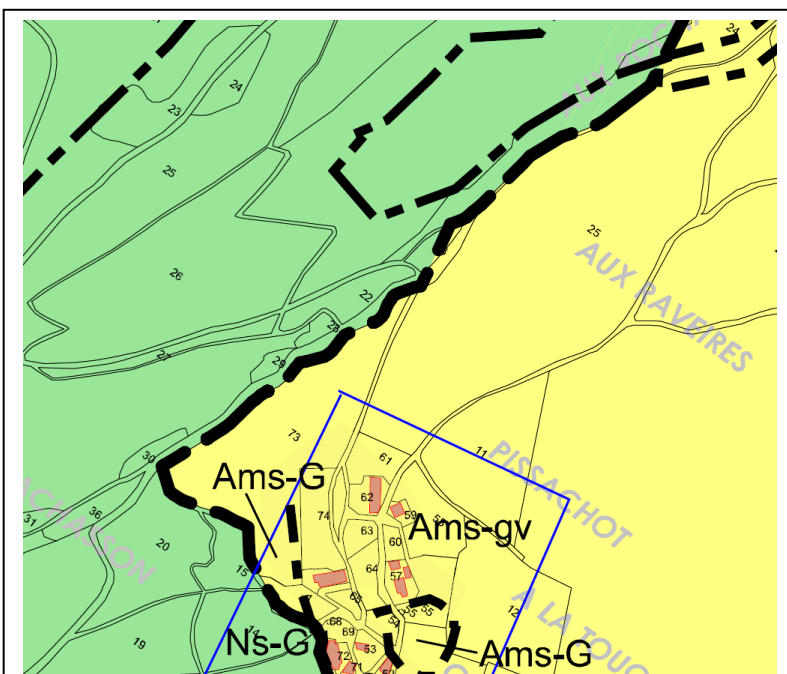
La modification demandant la création d'un sous-secteur A au sein du zonage Ams, au lieu-dit « Chauplane », afin de pouvoir accueillir des équipements radiotéléphoniques, est donc proposée dans la modification simplifiée n°2 du PLU.



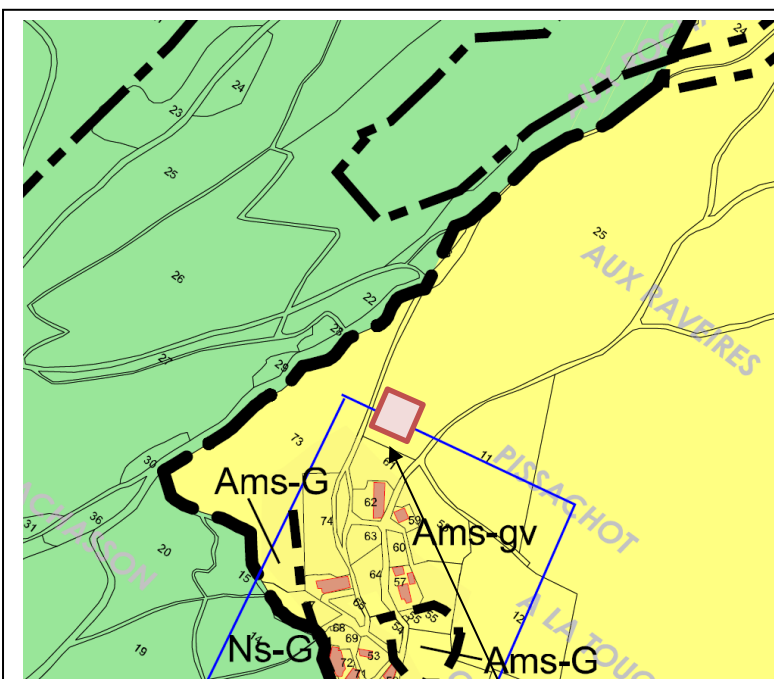
## 5. Exposé des motifs

2- Spécification au zonage du PLU par la création d'un sous-secteur A au sein du zonage Ams, au lieu-dit « Chauplane » :

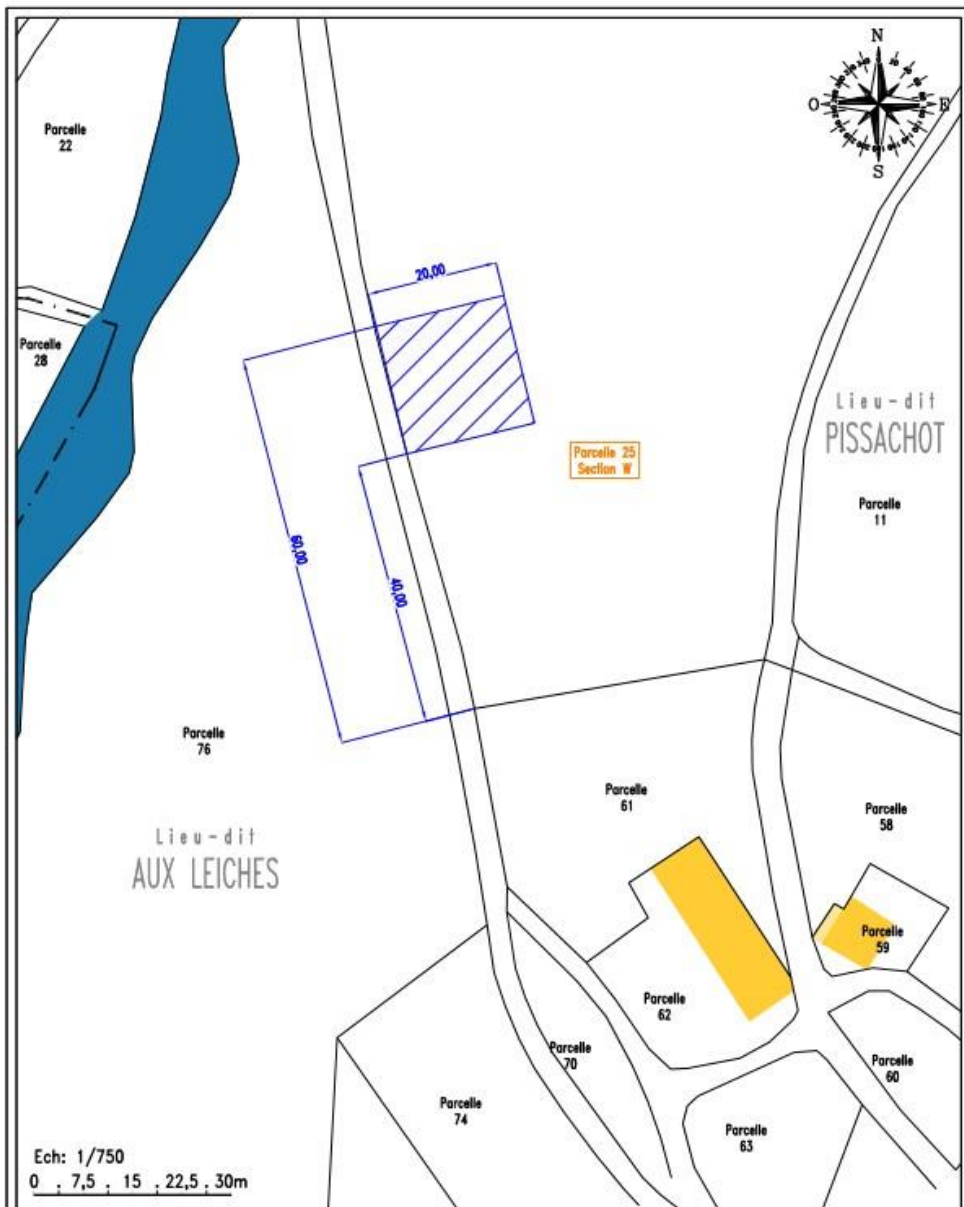
PLU approuvé en 2019



**Proposition de modification du PLU**  
Pour une partie de la parcelle cadastrée W25  
sur une surface de 400 m<sup>2</sup>



Sous secteur A de 400 m<sup>2</sup> sur la  
parcelle cadastrée W 25



PLAN_CADASTRE_SITUATION				E	
				D	
				C	
				B	
				A	
				Ind	Observation
Etat du dossier :			Echelle :		
			1/750		

## 6. Documents modifiés

- **Rapport de présentation :** Complément au rapport de présentation avec le présent document
- **PADD :** Inchangé
- **OAP :** Inchangées
- **Règlement graphique :**
  - Plan n°1 plan de zonage : à substituer
- **Règlement écrit :** à substituer
- **Autres documents :** Inchangés

## 7. Calendrier prévisionnel

**Arrêté municipal définissant les modalités de la mise à disposition du public : XX \_\_\_\_ XXXX**

**Envoi du dossier aux personnes publiques associées : XX \_\_\_\_ XXXX**

**Mise à disposition du public : XX \_\_\_\_ XXXX – XX \_\_\_\_ XXXX**

**Bilan et approbation par le conseil municipal : XX \_\_\_\_ XXXX**



## 8. Annexes

### Liste des annexes :

- Arrêté du maire n° 2022-35 du 26 septembre 2022
- Délibération n° 2022-62 du 4 octobre 2022
- Mail du Chef du service Aménagement de la DDT du 7 septembre 2022
- Mail du Directeur du PNRV du 14 septembre 2022
- Mail du créateur du réseau Télécom du 13 septembre 2022
- Arrêté du 21 décembre 2021 publié au JO officiel le 4 janvier 2022
- Photomontage de présentation Powerpoint relatif au dispositif national « New Deal »

## Arrêté 2022-35

### Arrêté municipal prescrivant la modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de Gresse-en-Vercors

Le Maire,

- Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 153-45 à L. 153-48 ;
- Vu le PLU approuvé le 08 novembre 2019 ;
- Vu le schéma de cohérence territorial de la Grande Région de Grenoble approuvé le 21 décembre 2012
- **Considérant** qu'il convient de modifier l'article 2 de la zone Ub du PLU relative aux occupations et utilisations du sol sous conditions particulières afin de ne pas pénaliser la revitalisation du site des « Dolomites »,
- **Considérant** qu'il s'avère nécessaire d'apporter par ailleurs une spécification au zonage du PLU communal par la création d'un sous-secteur A au sein du zonage **Am** concernant une partie de la parcelle cadastrée W 25, situé au Hameau de **Chaulplane**, afin de pouvoir accueillir des équipements radiotéléphoniques visant à lutter contre les « zones blanches » ;
- **Considérant** que l'ensemble des modifications apportées ne sont pas de nature à :
  - changer les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables,
  - réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
  - réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- **Considérant** que cette procédure de modification peut revêtir une forme simplifiée dans la mesure où les modifications envisagées n'ont pas pour conséquence de :
  - majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
  - diminuer ces possibilités de construire,
  - réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

ARRETE

#### ARTICLE 1

En application des dispositions des articles L. 153-36 à L. 153-46 du code de l'urbanisme, une procédure de modification simplifiée n° 2 du plan local d'urbanisme du PLU de Gresse en Vercors est engagée.

## ARTICLE 2

L'objectif de la modification simplifiée vise, d'une part, à modifier le règlement applicable à l'article 2 de la zone Ub du PLU.

### Article Ub 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES.

*La constructibilité est conditionnée au lancement effectif des travaux de mise en conformité des dispositifs de la collecte et du traitement des eaux usées au titre de l'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme.*

**1) Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont autorisées, que si elles respectent les conditions ci-après:**

- Les constructions à usage d'artisanat sous réserve qu'elles ne relèvent pas de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (soumis au régime d'autorisation),
- Les installations classées soumises à déclaration sous réserve qu'elles soient liées à des activités de commerce ou qu'elles soient nécessaires à l'exercice des occupations et utilisations du sol admises par ailleurs.
- Les installations classées soumises à autorisation sous réserve qu'elles soient nécessaires au fonctionnement du service public ou d'intérêt collectif (service médical ou scolaire).
- Les affouillements et exhaussements du sol liés aux occupations et utilisations du sol autorisées sous réserve que leur localisation dans ces espaces ne dénature pas le caractère des lieux et est rendue indispensable par des nécessités techniques.
- Le changement de destination des locaux commerciaux en rez-de-chaussée sous réserve que le changement de destination est destiné à la réalisation de locaux de service public ou d'intérêt général.

Ce dernier paragraphe de l'article 2 de la zone Ub est remplacé par :

- Le changement de destination des locaux commerciaux en rez-de-chaussée sous réserve qu'une absence d'exploitation du commerce ait été constatée depuis plus de dix ans.

## ARTICLE 3

L'objectif de la modification consiste, d'autre part, à créer un sous-secteur A au sein du zonage ~~Ams~~ défini par le PLU, au Hameau de ~~Chaulane~~. En effet, actuellement le règlement écrit du PLU en zone ~~Ams~~ autorise seules occupations et utilisations du sol liées à la gestion, la protection et l'entretien des alpages, les occupations et utilisations du sol des équipements publics ou d'intérêt collectif nécessaires à la mise en valeur ou la protection des espaces d'intérêts écologiques.

Afin de résorber la « zone blanche » du réseau radiotéléphonique sur le territoire de la commune, il convient d'amender le règlement écrit et graphique du PLU communal par le passage en zone A de ce sous-secteur intégrant une partie d'une superficie de 2000 m<sup>2</sup> (50mX40m) de la parcelle cadastrée W 25, en vue d'accueillir ce type d'équipement d'intérêt collectif tel que l'implantation d'antennes relais de radiotéléphonie mobile et leurs locaux ou installations techniques ;

#### ARTICLE 4

Le dossier de modification simplifiée complété des avis des personnes associées, l'exposé des motifs sera mis à la disposition du public, pendant un mois selon les modalités suivantes :

- L'avis au public, précisant l'objet de cette modification simplifiée ainsi que les dates et lieux de mise à disposition du dossier au public, fera l'objet d'une publication dans un journal du département 8 jours avant la mise à disposition. Cet avis sera également affiché en mairie de Gresse en Vercors ;
- mise à disposition du dossier de modification simplifiée du PLU et d'un registre permettant au public d'y formuler ses observations, en mairie aux heures d'ouvertures ;
- mise à disposition du dossier de modification simplifiée du PLU sur le site internet de la commune avec une adresse mail permettant de recueillir les observations.

#### ARTICLE 5

Le dossier sera notifié à Monsieur le préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme, en application de l'article L. 153-40 du Code de l'urbanisme.

#### ARTICLE 6

Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Isère.  
Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage à la mairie de Gresse en Vercors durant un mois.

#### ARTICLE 7

Au terme de la mise à disposition au public, le bilan de cette procédure sera présenté au conseil municipal de Gresse en Vercors, qui pourra approuver la modification simplifiée n°2 du PLU, éventuellement adaptée pour tenir compte des avis des PPA et des observations et propositions du public.

#### ARTICLE 8

Le maire de Gresse en Vercors est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Gresse en Vercors, le 26/09/2022  
Le Maire, Mr BELLOT Jean-Marc





## Commune de GRESSE en VERCORS

Séance du 4 octobre 2022 à 20h

**Présents :** Jean-Marc Bellot, Coralie Capel Stoltz, Jean-Luc Jamoneau, Aurélie Cohendet, Eric Mena, Gilles

Représentée : Jac Samson représentée par Bertrand Lecuyer

**Secrétaire :** Eric Mena

0 ABSTENTION

Mise à disposition du public.

Vu la délibération du conseil municipal du 20 Septembre 2019 adoptant plan local d'urbanisme (PLU) ;

- de modifier d'une part, les conditions d'autorisation de changement de destination pour les locaux

- Vu les pièces du dossier soumis à la disposition du public :

Le Conseil municipal, après avoir délibéré :

- Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an ci-dessus  
Grasse-en-Vercors, le 04/10/2022  
Monsieur Jean-Marc BELLOT  
Maire



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu de sa transmission en Préfecture le 06/10/22 et de sa publication/notification le 06/10/22

**De :** Menduni Eric <[eric.menduni@isere.fr](mailto:eric.menduni@isere.fr)>

**Envoyé :** mercredi 7 septembre 2022 14:24

**À :**

**Objet :** RE: Permis de construire de l'antenne relais New Deal sur la commune de Gresse-en-Vercors

Bonjour,

Pour faire suite à notre réunion du 1<sup>er</sup> septembre dernier en Mairie de Gresse-en-Vercors relative aux modalités de mise en œuvre de l'arrêté ministériel « New deal » (2021\_LOT3\_ZN\_38\_01\_S1 de l'arrêté du 4 janvier 2022) pour la couverture en téléphonie mobile des hameaux de Chauplanne et de la Bâtie, le Département de l'Isère, en qualité de membre de l'équipe projet « New Deal » pour l'Isère, et après avoir pris en considération les éléments exposés ci-après, soutient la démarche de la commune consistant à initier une demande de modification marginale de son PLU, pour permettre l'implantation de l'infrastructure télécom nécessaire :

- les contraintes d'ingénierie radio ne permettent pas d'envisager d'autres implantations pour couvrir les zones ciblées par l'arrêté ministériel du début d'année 2022 que la parcelle cadastrée n°25 ;
- l'insertion paysagère du site, proposée par l'Opérateur pilote (Orange) est la moins impactante des différentes hypothèses d'implantations étudiées ;
- la bonne concertation des riverains, habitants de la commune, association pastorale et PNR Vercors, en amont du projet

Restant à votre disposition pour toute information complémentaire.

Cdl



**Eric MENDUNI**

Chef du Service Opérationnel – Stratégie Numérique  
Direction de l'Aménagement



De : olivier putot <[olivier.putot@pnr-vercors.fr](mailto:olivier.putot@pnr-vercors.fr)>

Envoyé : mercredi 14 septembre 2022 14:55

À :

Objet : Re: Permis de construire de l'antenne relais New Deal sur la commune de Gresse-en-Vercors

Bonjour Monsieur le Maire,

Vous avez sollicité le Parc du Vercors pour avis sur un projet d'implantation d'une antenne relais New Deal sur la commune de Gresse-en-Vercors.

Au regard des sites potentiels d'implantation analysés lors de la visite de terrain du 1er septembre, la solution de moindre impact paysager, répondant aux exigences de couverture comme décrites dans l'arrêté ministériel dédié datant du 4 janvier 2022 (2021\_LOT3\_ZN\_38\_01\_S1), nous apparaît être la parcelle W25 à l'entrée du hameau de Chauplane.

En effet, les parcelles étudiées sur la commune de Gresse-en-Vercors, dans l'objectif d'apporter une couverture téléphonique aux hameaux de Chauplane et de la Bâtie, étaient :

- W22 et W23 : la topographie est complexe et l'emplacement ne permet pas de couvrir les trois points d'intérêt donnés par l'arrêté New deal, d'après l'opérateur Orange.
- D271, au hameau de La Bâtie : l'implantation est projetée à proximité des habitations, en crête, sur le haut du hameau. Donc un très fort impact paysager dans le bassin versant au sud du col de l'Alimas est prévisible, sans végétation ni relief sur lequel l'installation pourra s'appuyer visuellement.
- W25 : une implantation qui semble couvrir les trois points d'intérêt d'après Orange. Peu d'impacts prévus sur le grand paysage grâce à la végétation et au relief dans lesquels le projet s'implanterait.

Pour rappel, le syndicat mixte du Parc naturel régional du Vercors est engagé sur la question des implantations de pylônes et antennes relais associées depuis 2020 : une motion dédiée a ainsi été votée par le Comité Syndical le 27/02/2021, accompagnée d'une notice technique. Les avis du Parc se fondent ainsi sur ces documents cadres.

L'équipe technique du Parc reste disponible pour vous accompagner sur ce projet ; n'hésitez pas à nous solliciter au moment opportun, notamment pour préciser les aspects qualitatifs de cet aménagement, en accord avec notre notice technique.

Bien cordialement,



Olivier PUTOT  
Directeur  
Parc naturel régional du Vercors

CAP  
2038  
Révision  
de la charte

---

**De :** Frederic LARGEAUD <[frederic.largeaud@circet.fr](mailto:frederic.largeaud@circet.fr)>

**Envoyé :** mardi 13 septembre 2022 17:21

**À :**

**Objet :** RE: Permis de construire de l'antenne relais New Deal sur la commune de Gresse-en-Vercors

Bonjour Madame,

Vous trouverez en pièce jointe les photomontages complémentaires.

Je vous confirme également par le présent mail que, compte-tenu du relief et de la végétation de la zone, la radio nous indique que seule cette position est à même de permettre la couverture de l'ensemble des objectifs NewDeal, dont le Hameau de Chauplane.

Restant à votre écoute pour tout complément.

Cordialement.

Frédéric LARGEAUD  
Négociateur de sites



CRÉATEUR DE RÉSEAUX TÉLÉCOMS

---